

Coordination Nationale de l'Education

27 janvier 2018

Prise de notes par des camarades du SNESUP (J. Haiech, N. Lebrun, P. Maillard)

Universités présentes : Rennes 1, Strasbourg, Grenoble, Toulouse, Bordeaux Montaigne, Rouen, Lille, Lyon II, Orléans, Montpellier, Angers, Compiègne, Tours, Amiens Paris 1, Paris 2, Paris 3, Paris 4, Paris 5, Paris 6, Paris 8, Paris 9 Dauphine, Paris 10 Nanterre, Paris 11 Orsay, Marne la Vallée, Versailles, Paris 13

1/ Explication de la réforme

- **ParcoursSup**

Intervention du SNESUP-FSU (Hervé Christofol)

80% des bacheliers sortent avec un diplôme d'ES, le meilleur taux de l'OCDE avec un budget ESR dans la moyenne de l'OCDE

8 à 9 millions de vœux → toutes les formations seront en tension

Généralisation d'une autocensure chez les élèves de milieux modestes

Renforcement de la hiérarchie des lycées et des universités. Exemple Paris Dauphine : hiérarchie des lycées pour recruter les étudiants (algorithme local prenant en compte la hiérarchie des lycées basée sur les résultats des lycéens issus des différents lycées lors des années précédentes)

Remise en cause du bac, renoncement à l'augmentation du nombre de places

Système anxiogène car la plupart des réponses sera "en attente"

Appel à des rassemblements dont le 1er février, soutenir le 6 février

Ne pas revendiquer que les moyens mais aussi dénoncer la casse des statuts et la généralisation de la sélection

Résister au démantèlement du service public

Intervention de l'UNEF (Abdoulaye Diarra)

Volonté d'opérer un tri pour revenir à une vision idyllique

Véritable volonté de généraliser la sélection avec soit disant uniquement les filières en tension qui sélectionnent mais finalement comme toutes les formations seront en tension donc sélection généralisée

22000 places supplémentaires pas assez au vu de la demande des étudiants

Logique de responsabiliser les jeunes car ils ne seraient pas assez exigeants eux mêmes

Réforme qui vise à revenir sur l'arrêté licence

Décret qui a vocation à régulariser les fusions sauvages et donner la possibilité des établissements à sortir du statut universitaire : autonomie sur notamment les frais d'inscription et du recrutement des futurs étudiants

Parcoursup va rejeter des étudiants de l'ES notamment les bacheliers issus de milieux modestes

Amplification des discriminations

● **Conséquences sociales et politiques**

Intervention de l'ASES (Romain Pudal)

Pourquoi l'association des sociologues se mobilise ?

Deux points intéressants sociologiques mais inquiétantes :

- 1) Levée des censures. Prise en compte de la loi pour mettre en place des attendus locaux très discriminants. travail implicite de découragement et de rejet de certains futurs étudiants. Certains présidents disent : certains étudiants n'ont rien à faire ici. Sur le terrain, les lycéens disent "on connaît notre lycée"
- 2) Risque majeur de l'autocensure: certains lycéens vont se sentir plus illégitime de faire certaines études.

Ce double effet doit être mis en lumière pour combattre ce projet de loi.

Intervention de la SLU (Jean-Louis Fournel)

Je veux insister sur deux points:

1/ Cohérence: nous sommes face à des gouvernements qui mettent en place un projet de très grande cohérence. Péresse → Fioraso → Vidal. C'est une politique assumée par un groupe d'une centaine de personnes qui changent de fonction (qui ne sont plus en lien avec le terrain). C'est une technocratie de destruction de l'université publique et la focalisation des moyens vers un nombre limité de lieux.

Se met en place une ségrégation systématique sur le plan des formations sur le plan national.

Ce qui est en jeu c'est une forme de pacte qui existe dans la nation depuis 1945 entre les gouvernements respectifs et les citoyens pour un droit d'accès à l'enseignement supérieur et une augmentation de l'accès à la culture et à la connaissance pour tous.

Va au delà de la question de l'université. C'est une remise en cause de ce pacte social (note J. Haiech: c'est une remise en cause du pacte qui s'est mis en place à partir de 1789 et la déclaration des droits de l'homme et qui a été renouvelé après la seconde guerre mondiale)

2/ Lien entre la réforme qui est mise en place à l'entrée à l'université et la réforme du bac. Il faut être conscient que le statut du bac est un élément central. Développement du bac-3/bac+3 → économie budgétaire entre autre en recrutant des enseignants à temps plein pour assurer l'enseignement en licence et donc une diminution du nombre d'EC

● **Condition de travail des personnels**

Intervention du SNASUB-FSU (Pierre Hebert)

Impact sur les collègues dans la vraie vie

Trois éléments de contexte :

- 1) Désorganisation du travail des collègues
- 2) Précarité dans l'ES : 40% chez les BIATSS, 30% chez les EC (130 000 vacataires enseignants) → perte de stabilité dans le recrutement

→ impact sur les équipes pédagogiques et les personnels de scolarité

Personnels de scolarité :

- Suppression de postes suite à la dématérialisation des dossiers
- Décentralisation et donc diversité des situations de "recrutement" des étudiants : impact sur les personnels des UFR, services centraux, etc

- Réforme : combien de référents par formation ? Combien de dossiers vont être traités ? ex 100 000 dossiers déposés sur APB à Nanterre pour ne prendre finalement que 9000 étudiants
- Flou sur les conditions de travail que va induire la réforme : déstabilisations des équipes enseignantes et administratives

A appelé les collègues à prendre part aux mobilisations dans l'ES contre la réforme

Intervention de la Ferc-SUP-CGT

Politique de restructuration a dégradé les conditions de travail depuis 10 ans : re-candidature des personnels sur des postes, mobilité forcée

Réalité éclatée du fait de l'autonomie des établissements

Traitement des dossiers : STAPS Lille 7000 demandes à traiter pour 750 places en L1 avec uniquement 2 personnes en L1 (même situation en master). Boulot considérable inutile qui va être fait par les collègues dans des filières aussi qui ne sont pas en tension. Volonté de vouloir désorganiser les services publics → catastrophe dans les mois à venir

Traitement des dossiers pendant la période des examens des étudiants pour les EC et les administratifs → explosion des tâches

On ne peut pas accepter que 20 à 30% des bacheliers restent sans possibilité de suivre des études supérieures dans les filières qu'ils souhaitent.

Derrière les diplômes nationaux il y a les grilles de classification qui vont être supprimées si la réforme passe.

Intervention de SUD-Education

Je ne reviens pas sur la mise en place chronophage de cette réforme.

Chaque lycéen va devoir rédiger un projet de formation motivé (1500 signes) qu'il devra répéter 10 fois. Cela va demander un accompagnement important de la part des collègues du lycée.

Fiche avenir : comporte les 10 grands vœux où il faudra remplir pour le conseil de classe un avis. Il faudra pour chaque vœux de chaque élève d'explicitier la cohérence du projet de l'élève avec les capacités de l'élève → grosse charge de travail pour les collègues du secondaire et on leur demande de décider de l'avenir des élèves en terme d'accès à l'ES

Hors cadre légal car les textes n'existent pas.

On ensevelie les collègues sous de nombreuses charges de travail. S'ajoute aux notes anticipées, aux bulletins avec appréciations, le supplément au diplôme (Portefeuille d'Expériences et de Compétences)

Construire la mobilisation et se mettre en grève

Intervention de la députée Seine-Saint Denis (sabine Rubin, France Insoumise)

Point de vue politique sur cette loi :

- Importance de comprendre les rouages techniques de cette loi et d'informer les lycéens de ce qui les attend.
- Nécessité d'informer les lycéens et parents pour sortir du jargon
- Orientation - réussite de tous, modularité du lycée : novlangue macroniste → libéralisation et marchandisation de l'éducation pour produire des salariés au service du marché
- Education prépare la société à venir : macron veut une société avec les « losers » et des « winners ». Comment conjuguer fraternité avec sélection ?

- Il n'y a plus de débat de fond sur le rôle de l'éducation et il n'y a plus conscience d'une société de valeurs → attitude très technocrate du gouvernement. On ne débat pas sur le lien entre la réforme de l'éducation et la société que l'on prépare.
- Réforme bac / lycée se fera par voie réglementaire. On parle d'abord de l'université et ensuite du lycée alors que tout est lié. → aveuglement de la majorité politique qui a toujours une posture de principe. Exemple : j'ai beau expliquer que le taux de 60% d'échec est contourné, cela fait rire la majorité et la majorité au pouvoir ne réfléchit pas sur ce taux (pas de prise en compte de la réorientation, seul 9% de véritable abandon). Même chose pour le tirage au sort : oui c'est horrible mais le tirage au sort concerne surtout les élèves de milieux favorisés → le gouvernement ne veut pas ouvrir des places pour éviter le tirage au sort
- Comme il n'est pas possible d'avoir ce débat politique il faut le porter hors de l'hémicycle. Lycée modulaire flatteur mais il faut rappeler ce qui se trame derrière : plus le droit à l'erreur, aux ajustements, plus possible de se découvrir une passion, plus possible de choisir l'université que le lycéen souhaite → quelle liberté individuelle ?
- Ne permet pas de dépasser le déterminisme social mais plutôt amplification du phénomène de discrimination
- Absurdité des attendus
- Construction d'une société à deux vitesses → formations de seconde zone et des formations dites « d'excellence » conduisant à des emplois à double vitesse → le projet de société est mis à mal actuellement.
- Je serai avec vous pour dire non à cette loi et espère que ce non passera avec force pour conduire à des états généraux

Intervention du sénateur Pierre ouzoulias (Groupe Communiste)

Ces réformes dépassent l'enjeu de la sélection à l'université

Examen du projet de loi par la commission des affaires culturelles au sénat la semaine dernière : amendements de la droite qui est profondément d'accord avec le projet de loi et de fait la sélection, et incite la ministre à aller plus loin dans le projet de loi en disant que c'est une loi établissant la sélection

Droite a voté pour, le PS s'est abstenu. PC et FI avons été les seuls à voter contre

PC et FI : présentation d'une motion pour rejeter ce texte non conforme à la constitution + présentations de 40 amendements de modification / suppression de certaines parties de la loi

Actualité juridique : dépôt par le PC et FI mardi ou mercredi d'un recours suspensif sur l'arrêté Parcoursup. Nous mettrons à votre disposition l'argumentaire juridique pour que vous puissiez déposer des recours devant le TA sur les décisions des CA des établissements sur Parcoursup.

Possible que nous gagnons sur ce recours et donc que le conseil d'état annule les arrêtés sur Parcoursup.

Position défendue : continuer avec APB expurgé du tirage au sort pour ne pas saborder la rentrée

Situation très grave d'un point de vue constitutionnel → il faut résister à cette vague car sinon après nous perdrons les autres combats face aux lois macron. Actuellement dérive autoritaire du gouvernement.

Derrière ce projet autoritaire du gouvernement, il y a un projet éducatif autoritaire : sélection de plus en plus précoce faisant entrer les élèves dans des cases en fonction du milieu social. Nous souhaitons ici tous ensemble la liberté d'apprendre, de transmettre des savoirs

non utilitaristes → nous sommes le mouvement de la liberté (Note J. Haiech: droit au cheminement des étudiants et de fait, d'une forme d'errance pour trouver et explorer sa voie de citoyen et professionnelle)

- **Rapport Mathiot**

Intervention de la Fédération des conseils des parents d'élèves (FCPE)

Concernant Parcoursup :

- Refus de l'adéquationisme entre bassins d'emplois et les formations. Les jeunes feront plusieurs métiers
- Attendus : territorialisation des demandes dans les facultés → mise en place d'algorithmes locaux : sur quelle base ? sur quels critères ?
- Demande d'un financement massif de l'ES

Concernant le rapport Mathiot :

- Proposition inquiétante: parcours majeure/mineure ne fait que remettre en place les filières → FCPE contre la suppression des filières mais pour une reconstruction des filières via le système majeure/mineure
- Grand oral: savoir prendre la parole en public très important dans le rapport Mathiot qui va induire une discrimination sociale → source d'inégalité potentielle. Il faudrait une préparation à la prise de parole tout au long du lycée, ce qui n'est pas mentionné dans le rapport
- Contrôle continu avec cadrage national : proposition Mathiot réservoir d'épreuves nationales → FCPE est pour le contrôle continu dans ces conditions
- Est pour un travail sur l'interdisciplinarité (possible pierre d'achoppement avec la CNE)
- Il faut développer le désir chez les élèves et ne pas développer l'adéquationisme

La FCPE soutient le mouvement mais pas encore de mandat aujourd'hui. Intégrera ultérieurement le collectif en fonction des propositions de votes ad'aujourd'hui

Discussion au prochain CA de la FCPE sur le recours suspensif que vont déposer les politiques

Intervention de FO enseignement culture, enseignement et formation professionnelle

Les deux réformes sont très liées et même indissociables. Rapport Mathiot découle de la réforme Vidal. Réforme lycée pour mettre en place l'accès au supérieur. Si critères de tri au niveau local alors il n'est plus nécessaire d'avoir un bac national.

Attendus locaux introduit inévitablement une déstructuration du caractère national du bac. Séries disparaissent pour laisser place à des parcours majeures/mineures où les lycées pourront proposer leurs propres majeures → multitude de bac → suppression du bac national → suppression d'heures de cours et de postes (suppression de 2600 postes dans le secondaire en 2018).

Si bac lié à des parcours dépendant du lycée, sa valeur ne dépend que du lycée.

Chaque établissement sera en concurrence avec les autres

Grand oral (p11 rapport Mathiot) : jury 3 personnes (1 du lycée origine, 1 d'un autre lycée, 1 extérieur) alors qu'actuellement uniquement que des enseignants qui ne connaissent pas l'élève

Ces orientations du gouvernement sont là pour adapter l'école à l'individualisation → apparition d'un cadre de régression généralisé → il faut abandonner ce cadre en créant un

rapport de force → large cadre intersyndical depuis 3 mois sur le refus du plan étudiant, la préservation du caractère national du bac, le refus de la sélection à l'entrée de l'ES
Mobilisation 1er février doit construire le rapport de force y compris se mobiliser dans les universités, les lycées. Il faut amplifier les AG et la diffusion vers les lycéens qui sont les premiers concernés

Intervention d'une conseillère régionale IdF, commissaire à l'éducation en Ile-de-France (Bénédicte Monville)

470 lycées publics

Baisse des subventions dans les lycées alors que les effectifs sont en hausse

Pécresse a introduit le critère du mérite au niveau des bourses pour suivre des études dans le supérieur. N'entretient pas ou mal les établissements (cantines, chauffage)

Fléchage des moyens vers les lycées privés (acquisition manuels scolaires, etc). Participe à la rénovation des lycées privés, aide à la sécurisation des lycées privés → logique de privatisation. A introduit une nouvelle ligne budgétaire : participation financière pour les lycées privés. Introduction de la privatisation dans les lycées publics.

Elle a attribué en 2017 500 000 euros et 2018 1 millions d'euros vers des lycées publics sur des critères opaques (donc clientélisme) en axant les moyens financiers sur quelques établissements.

Paiement de plateformes privées pour détecter les décrocheurs et les appeler pour éventuellement les ramener au lycée(Note J. Haiech: utilisation du data mining et IA pour détecter les décrocheurs à partir des empreintes numériques)

Soutient l'enseignement privé secondaire, introduit la privatisation dans l'enseignement public et finance les écoles privées du supérieur pour aider les lycéens à s'orienter dans Parcoursup (MOOC diffusé auprès des lycéens) → comment lutter contre cette politique masquée par le double discours : pour la justice sociale mais en faisant payer les élèves issus de milieux modestes ? Ecole publique mise à mal par le gouvernement pour favoriser le privé → école publique ne sera plus qu'une école qui accueille les enfants les plus défavorisés. Le gouvernement veut maintenir les conditions de reproduction du pouvoir afin que les politiques au gouvernement ne soient pas remis en cause.

Intervention du SNES (Valérie Sipahimalani)

Ce que revendique le SNES :

- Réforme du lycée pour améliorer le parcours des élèves de milieux modestes
- Avoir des classes avec des effectifs raisonnables pour aider les élèves en difficulté pendant le temps de classe

SNES dénonce les 2300 suppression de postes à la rentrée

Pour que le bac retrouve sa valeur il faudrait que les notes du bac soient entrées dans la procédure d'affectation → nécessité de décaler la procédure d'affectation dans les universités, ce qui pose problème pour les enseignants du supérieur

SNES pas d'accord pour prendre en compte le contrôle continu dans l'attribution du bac

Rapport Mathiot pas acceptable et ne remplit pas l'objectif de démocratisation

Ce n'est pas aux lycéens de construire leur parcours mais à l'Etat d'en prendre la responsabilité

Intervention de l'UNL (Laura Lister)

Actuellement conseil national de l'UNL réfléchit pour mettre en place les actions afin de s'opposer au nouveau bac et à Parcoursup, et préparation de la mobilisation du 1er février. Inquiète pour l'accès des bacs technologiques et professionnels à l'enseignement supérieur

2/ Témoignages des mobilisations et échanges avec la salle

Strasbourg (Julien Gossa)

Capacités d'accueil votées au CA après rejet par la CFVU : pas de discussion au CA
→ université a fait le choix de l'international : grande université de recherche → sacrifice des licences ordinaires (30% de moins d'heures complémentaires, divisions par deux des budgets des composantes depuis 7 ans).

Réforme très bien venue par la présidence d'université → sélection pour ne pas avoir des amphes qui débordent et ne pas augmenter le budget

Rejet des étudiants vers d'autres universités (Nancy, Mulhouse, etc)

Discours de la présidence : on en peut pas accueillir tous les étudiants

“oui” : égalité si c'est oui pour tout le monde

“oui si” : fraternité pour accompagner ceux qui ont le plus de besoins mais non existante à Strasbourg et probablement dans la grande majorité des universités

“en attente”, “non” : liberté des établissements pour choisir les étudiants que l'on veut. Cela prépare les futurs citoyens et professionnels à la légitimation des décisions autocratiques des patrons d'entreprise.

UNEF Toulouse

Mobilisation en force. CA a rejeté les attendus. A réussi à imposer un référendum auprès des étudiants et personnels sur le projet de fusion → rejet

Mettra tous les moyens pour faire reculer le gouvernement

SNPRES-FO

Fusion et mise en place de la sélection inséparables

Fusion Paris Saclay et Orsay avec division en deux établissements : établissement non sélectif (pour accueillir des étudiants refusés dans l'établissement sélectif) et établissement sélectif avec les masters et les formations doctorales → masters uniquement pour les étudiants issus de licence sélective

Le droit à la poursuite d'étude est mis à la poubelle du fait de l'existence des masters majoritairement dans les universités sélectives.

Meilleur point d'appui est de réussir le 1er février.

UNEF (Paris I)

Première CFVU avec front syndical pour bloquer les attendus et montrer que cette réforme n'est absolument pas la réponse à l'évolution de l'enseignement supérieur.

Comité de mobilisation enseignants et étudiants qui a envahi le CA pour empêcher le vote des capacités d'accueil qui contourne la CFVU

Manque de moyens : suppression de TD transformés en amphi, etc

Tri des dossiers sans moyens

Au lieu de cela il serait préférable de donner les moyens aux étudiants pour mener à bien leurs études et accueillir tout le monde

Réforme va à l'encontre du droit d'accès de tous à l'éducation et particulièrement à l'enseignement supérieur et remise en cause de certains droits (rattrapage, compensation)

Professeur de mathématiques Paris-sud, IUT, CGT

Tous les enseignants de tous les départements passent 4 jours à traiter les dossiers après un tri par un algorithme donc après écrémage sur l'ensemble des dossiers (Note J. Haiech: or dans Parcoursup, il faudra classer l'ensemble des dossiers qui arrivent sur une nomenclature de licence).

Passage DUT 2 ans à 3 ans : volonté profonde du patronat d'avoir de plus en plus d'étudiants qui sortent de la licence (discours du patronat d'empêcher des poursuites d'études) avec un tri dès la seconde au lycée.

Il faut réussir le 1er et le 6 février mais il faut aussi une date de mobilisation commune lycées-universités.

UNL Maine et Loire

Blocage prévu d'un ou deux lycées avec une information en amont (réunion publique, tractage) pour que les lycéens prennent conscience et rejoignent la mobilisation.

Etudiant Fac Nanterre UNEF

Présidence université se gargarise d'être la fac qui a déclenché mai 68 avec des moyens de communication importants (budget 90000 euros) alors que l'université veut mettre en place la réforme. Mouvements dans les composantes pour ne pas remonter des attendus. En parallèle diminution des budgets dans les composantes.

AG le 1er février pour débrayer les enseignants et les étudiants

Il faut une date qui regroupe secondaire et supérieur.

Il faut absolument faire un lien avec lycéennes et lycéens.

Nanterre (suite)

AG le 1er février.

Etudiante Paris I, comité de mobilisation de Paris I

Multiplication des AG dans toutes les universités.

Ce qui est important, c'est de continuer et d'avoir des dates communes.

On a la possibilité d'avoir une dynamique importante.

FCPE (Michel Dubari)

Comment gère-t-on la fin de l'année scolaire si le combat marche ?

Deux options:

1/ On garde APB sans tirage au sort mais pas certain que cela règle les problèmes des filières en tension

2/ Parcoursup sans attendus et sans justifications extra-scolaires

Souhait que cette coordination face une proposition pour terminer correctement l'année scolaire

Militant étudiant Paris I

Les attendus n'ont pas été votés mais ont été mise en ligne sur le site de l'université par la présidence

Paris I prof arts plastiques

Met à disposition des affiches pour afficher dans les établissements

Responsable UNL Paris

Répression policière face aux regroupements dans les lycées

Lycées de banlieue : classes surchargées

Tri social : éducation pour les riches et une autre pour les autres

C'est dans les lycées de banlieue qu'il faut commencer à se mobiliser

UNEF paris VIII

AG avec une cinquantaine de professeurs mobilisés à Paris VIII

Problématique des étudiantes et étudiants étrangers.

Sur Paris VIII, un accompagnement des étudiants étrangers va être rendu plus difficile. Le ministère ne sait pas comment les étudiants via campus France vont être traités notamment en ce qui concerne les attendus

UNEF Paris V

Embêter par la fusion avec Paris VII

Mettre en concurrence les établissements.

Filières en tensions, suppression de postes

1er février doit être une réussite. Il faut envisager des blocages d'universités et de lycées.

Il faudra poser d'autres dates jusqu'au retrait total du plan étudiant.

FercSup Paris III

On a gagné sur la fusion donc libéré des ennuis de la fusion.

Pas encore d'AG générale, mobilisation tardive.

Le CA suit son cours sans discussion de la loi pour mettre en place la réforme

Il faut donner une perspectives aux mouvements → sortir de cette salle à une date commune de mobilisation

UNEF

1986 : loi Devaquet avec quand même des différences par rapport à aujourd'hui (nombreux étudiants, individualisation).

Pour aller à l'encontre du plan étudiant qui va créer des universités à double vitesse, il faut aller vers des collectifs avec des partis et des associations de jeunes

Nécessité que ces collectifs donnent des éléments aux sénateurs qui sont avec nous pour contrer cette réforme

Grenoble

Double discours : remontée capacités d'accueil en décembre comme si c'était anodin malgré que le CA a voté contre le projet de loi (avant consultation dans les composantes et conseils centraux)

Président a indiqué qu'il n'était pas pour la sélection dans son université et qu'il ne remonterait pas les attendus sauf que ces derniers sont publiés dans Parcoursup

→ nécessité d'être vigilant dans nos universités

Construction progressive et difficile de la mobilisation. Production d'un courrier pour que les collègues l'envoient au président

Sénateur Pierre Ouzoulias

Donner une information claire aux parents
Le budget moyen par étudiant baisse
Il faut 1 milliard/an pour les 5 prochaines années
Possibilité de chaos avec Parcoursup
Il y aura toujours une solution technique.

CGT UTC Compiègne

Filière sélective. Problème de validation par semestre et modularisation.

SNESUP Tours

Le rapport de force est en train de se mettre en place à Tours
Inégalité à l'intérieur de l'établissement (bataille entre composantes).

Jean Malifaud

Ampleur du tsunami
Privatisation de l'enseignement supérieur et hausse des droits d'inscription.
Réfléchir au pourquoi ? Tension entre la classe dominante et l'université.
Sur les mobilisations, 1er février, 6 février.
Il faut un coup d'arrêt de tout cela.
Jonction entre universitaires et lycéens.

Secrétaire national CGT INRA

Appel aux manifestations du 1er février.
Volonté du gouvernement de casser les instituts de recherche.

UNEF Paris I

On a une politique du mensonge venant du gouvernement.
Lanceur d'alerte.
Dans les perspectives d'action, on ne met pas assez en exergue les victoires que l'on obtient.
Nécessité de banaliser les cours pour les étudiants pour que le 1^{er} février soit une réussite.

SNESUP Strasbourg

Travail en intersyndicale avec l'ensemble des acteurs du système éducatif
AG plus de 300 personnes suivie par une AG organisée par l'université avec le même nombre de personnes → action commence à nucléer depuis que la FCPE est rentrée dans le mouvement

SNESUP Bordeaux Montaigne

Création d'un comité de mobilisation
Argumentaire pour mobiliser les collègues : analyse du projet en lui même → destruction programmée de la licence, orientation forcée à la fin de la 3ème qui est une discrimination sociale. Il faut rappeler nos valeurs : émancipation et droit à l'éducation pour toutes et tous

SNASUB-FSU Paris I

A rédigé un courrier à la FSU pour rappeler à "synergiser" les forces
Réforme de droite : usine à gaz de fou qui va entraîner un surcroît de travail colossal

SNES

Mobilisation massive le 1er de manière conjointe.

Université de Lille

Difficulté de mobiliser à Lille

A la Faculté des Sciences, appétence de collègues pour la réforme d'accès à la licence, certains collègues sont en train de réfléchir à la mise en place d'une LO sans moyens et sans cadrage (selon eux bénéfique pour les étudiants, meilleures conditions de travail)

Contournement :

- Syndicats mais également notamment FI distribution de tract salon étudiant (succès car demande d'information importante des parents et lycéens) et distribution tracts prévue aux JPO samedi prochain
- Blocage CFVU en janvier avec étudiants FI, jeunesse et étudiants communistes en plus des syndicats étudiants et enseignants → pas de remontée des attendus pour le moment. La VP CFVU a rendu responsable les étudiants qui étaient venu pour s'opposer à la remontée des attendus et qui ont induit la levée de la CFVU, d'être responsable du non traitement des points de l'ordre du jour du CFVU notamment un point sur les aides étudiantes.
- Réunion publique organisée cette semaine par le PCF, les jeunesses et étudiants communistes pour construire le rapport de force. Pas mal de lycéens. Les lycéens commencent également à bouger via des tractages dans les lycées de la métropole.
- 1er février : manifestation avec un périmètre intersyndical

3/ Texte de l'appel

Appel de la première Coordination nationale de l'éducation

Pour le retrait du Plan étudiants, de la plateforme Parcoursup et des projets de réforme du bac et du lycée

(Le 27 janvier 2018)

Considérant que le «projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants» – dont l'application est à ce stade illégale et fait l'objet de recours devant le Conseil d'État - et les projets de réforme du Bac et du lycée font système et doivent être retirés, les membres de la Coordination nationale de l'éducation réuni.e.s le 27 janvier appellent :

- les lycéen.ne.s, les étudiant.e.s, les parents d'élèves et les personnels de l'éducation et de l'enseignement supérieur et la recherche à se mettre en grève et à participer massivement à la [journée nationale de mobilisation du 1er février](#), sous toutes les formes décidées collectivement ;
- à la mobilisation pour la journée d'action du 6 février ;
- à banaliser les journées du 1er et du 6 février dans les établissements d'enseignement supérieur ;
- à la tenue d'assemblées générales dans tous les lycées et établissements d'enseignement

supérieur en vue d'amplifier la mobilisation et de définir de nouvelles modalités d'action ;

- à participer massivement à la Coordination nationale de l'éducation du 8 février.

Appel adopté à l'unanimité moins 1 contre

La CNE s'est réunie à l'initiative des organisations et associations suivantes : CGT-Ferc, FO Fnec FP, FSU, SGL, Solidaires étudiant.e.s, SUD éducation, UNEF, UNL, UNL-SD, ASES, FCPE, Sauvons l'Université !

Ont participé à la CNE du 27 janvier les établissements suivants :

Aix-Marseille, Amiens, Angers, Bordeaux-Montaigne, Bordeaux, Compiègne, EHESS, Grenoble, Lille , Lyon 2, Marne-la-Vallée, Montpellier 3, Orléans, Paris 1, Paris 2, Paris 3, Paris 4, Paris 5, Paris 6, Paris 7, Paris 8, Paris 9, Paris 10, Paris 11, Paris 12, Paris 13, Reims, Rennes 1, Rouen, Strasbourg, Toulouse Jean-Jaurès , Tours, Versailles Saint-Quentin.

Prochaine CNE le 8 février 2018